

LE DOSSIER

# L'ÉTÉ INDIEN DE LA BOLIVIE ?



*En prônant un idéal de vie inspiré des Incas, en menant une politique en faveur des exclus, le président Evo Morales a redonné leur dignité aux populations indiennes. Mais des voix lui reprochent d'avoir confisqué le pouvoir. Voyage dans un pays divisé.*

Par Emmanuel Tellier

Photos Manuel Seoane pour Téléràma

**L**a première chose qui attrape le regard, avant même le paysage urbain chaotique et les collines saturées de maisonnettes en brique comme suspendues dans le vide, ce sont les messages politiques peints sur les murs. Il y en a partout. Pas une façade, pas une porte n'y échappe. A La Paz, nid d'aigle perché à 3700 mètres d'altitude, la bombe de peinture est un mode d'expression tellement banal qu'il ne viendrait à personne l'idée d'effacer ces « tags » permettant à l'étranger à peine descendu de l'avion de mesurer à quel point la Bolivie est une nation divisée, et à cran. Partout dans le pays, le peuple s'exprime à coups de graffitis, messages d'amour contre slogans exutoires, mon avis contre le tien. Sur un muret délabré, côté gauche de la route : « *Evo, nous te devons tout, tu es notre héros!* » Même ferveur sur le mur voisin : « *Evo est l'homme qui nous a rendu notre dignité.* » Sur la façade d'en face, le ton se gâte. « *Evo ne gouverne que pour son clan. Bolivie, réveille-toi!* » Et, quelques mètres plus loin, en immenses lettres rouges : « *Evo, escroc, rends l'argent!* » Adorateurs contre opposants indignés, l'homme que tout le monde appelle par son prénom – comme s'il faisait partie de la famille –, président du pays le plus pauvre d'Amérique du Sud, entretient avec son peuple une relation pour le moins... intense.

Sur les pentes abruptes de la capitale la plus haute du monde, on apprend vite. A marcher lentement, altitude oblige ; à boire des infusions de feuilles de coca dès le matin pour éviter migraines et coups de fatigue (lire p. 28) ; à dire « Evo », comme tout le monde, puisque de toute évidence il n'y a, dans les conversations épidermiques qui agitent la Bolivie, qu'un seul Evo – né Morales en 1959. Douze ans déjà que cet Indien aymara de l'Altiplano (les terres hautes) a hérité des rênes du pouvoir dans l'ancien Haut-Pérou colonial. Un indigène (c'est le terme employé en Bolivie, où le mot « indien » est considéré comme politiquement incorrect) à la tête d'un pays des Amériques : du jamais vu ! Fin 2005, l'élection du militant syndical à la réputation de cogneur – champion des appels à la grève et des coups de force – avait pris presque tout le monde par surprise : 53 % des voix dès le premier tour, un triomphe. Avec Evo, le pays basculait à gauche toute : la nationalisation du gaz et de l'industrie minière, principales richesses du pays, et toute une série de mesures en faveur des populations aymara et quechua, majoritaires mais lourdement discriminées depuis des siècles, furent les actes fondateurs du boliviarisme à la mode Morales. Dans ses »



Dans le pays, tout le monde l'appelle «Evo». Page précédente: des cholitas durant une fête indienne.

» discours, ce président en chemisette disait le besoin de «décoloniser» les institutions du pays autant que les esprits. Il s'agissait de rendre aux Boliviens leur dignité, leur fierté, le sens de leur histoire précoloniale (retour des langues autochtones à l'école, en complément de l'espagnol officiel) en même temps que la pleine jouissance des ressources nationales: une question d'honneur dans un territoire à la topographie accidentée, grand comme deux fois la France mais privé d'accès à la mer, une terre de mineurs et de paysans enclavée – et depuis toujours méprisée par ses descendants voisins, l'ennemi chilien en tête.

Rapidement, Morales obtint des résultats salués même pas les analystes américains! Depuis 2006, un million de Boliviens seraient sortis de la grande pauvreté. Ses réélections de 2009 et de 2014 furent des formalités tant le pays en pinçait pour son charismatique leader, devenu star médiatique à l'étranger – on commençait à parler de «modèle bolivien», de triomphe du souverainisme socialiste, de pied de nez à la face de l'Occident et du capitalisme. Mais quelque chose s'est grippé au cours du troisième mandat, considéré par beaucoup comme «celui de trop». Début 2016, le père de la nation, grand fan de football, a tenté un pari osé en organisant un référendum l'autorisant à briguer un quatrième mandat (2020-2025). Or, pour la première fois, le peuple bolivien lui a dit non: «Evo, tu nous en demandes trop, laisse la place à la relève», ont répondu les bombes de peinture sur les murs du pays. Le début de la fin?

Ce qui nous a amené à La Paz, c'est cette histoire, l'incroyable ascension d'un petit *cocalero* devenu quasi-dieu en son royaume perché, au grand dam des populations blanches (car souvent d'ascendance espagnole) de l'Orient, ces plaines inférieures qui courent jusqu'au Brésil. Mais au-delà de ce destin politique, c'est la «doc-

trine Evo» qui interpelle les observateurs. Et un concept en particulier, celui du «*vivir bien*». De quoi s'agit-il? D'un ensemble de recommandations et de préceptes philosophiques – singulier mélange de sagesse universelle et de croyances incas remises au goût du jour – que le pouvoir en place promeut jusque sur le bord des routes. Des panneaux publicitaires y vantent les vertus du *vivir bien*, ce «vivre juste» où se côtoient des références à la nature et au monde du vivant (respect absolu à la Pachamama, la Terre nourricière), aux relations hommes-femmes, au respect des ancêtres ou encore au besoin de ne pas mentir, ne pas voler... Pour ses promoteurs, le *vivir bien* n'est pas un état défini mais une ligne de perspective, un idéal à atteindre collectivement.

Un idéal que David Choquehuanca, ministre des Affaires étrangères d'Evo pendant onze ans, connaît sur le bout des doigts. C'est cet Aymara au regard magnétique qui a poussé Morales à étoffer son discours politique, axé sur l'anti-impérialisme américain, en lui insufflant une dimension spirituelle, avec clins d'œil appuyés à la culture inca. «Le développement économique, c'est évidemment important, explique-t-il en nous fixant dans les yeux, mais on ne peut pas gouverner sans projet culturel.» Le *vivir bien*, c'était donc son idée, c'est lui qui l'a théorisé. «En aymara, "idéologie" se dit amuyu.» Il dessine le mot dans le petit carnet de notes dont il ne se sépare jamais. «Notre amuyu a été réduite à néant par la culture de la mort, de la guerre, de l'exploitation, importée sur ce continent par des Européens il y a cinq siècles. Et nous en subissons les conséquences. Que vit cette planète? Des crises alimentaires, financières, une crise des valeurs, le réchauffement climatique; le modèle de développement le plus répandu dans le monde, le capitalisme, mène le monde à sa perte. Mais la Bolivie a décidé de dire stop! Notre amuyu est de retour, et il porte ce message: tout doit tourner autour de la vie. Il faut respecter le vivant, et donc la Pachamama, qui n'est pas seulement la mère nourricière, au sens où l'on pourrait l'exploiter à l'infini, mais la mère nourricière et saine, en bonne santé.» Et la pollution du lac Titicaca par les rejets d'eaux usées et les hydrocarbures? Et les extractions de minerais (étain, or, argent) qui polluent les rivières? «Toutes ces choses prennent du temps, soyez patients. Evo a toujours parlé d'un "processus de changement". Douze ans de pouvoir, c'est court quand il y a tout à changer.» Alors, tout en évoquant la cosmogonie andine et en dessinant des schémas dans son carnet, il cite les réussites concrètes. Sur la démocratie, la parité hommes-femmes au Parlement. Le changement de statut de la république en Etat plurinational, avec reconnaissance des multiples «nations» autochtones. L'accession de nombreux indigènes aux responsabilités. Sur l'écologie, le renforcement de la production alimentaire locale et, à l'usage du monde, la position »

## REPÈRES

- 1532:** chute de l'Empire inca; domination espagnole.
- 1825:** indépendance. Depuis, 160 coups d'Etat ont secoué la Bolivie.
- 2006:** élection d'Evo Morales.
- 2009:** nouvelle Constitution qui donne une place prépondérante aux communautés indigènes.
- 2019:** prochaine échéance présidentielle.
- Population:** 11 millions d'habitants. Le PIB par habitant a presque triplé entre 2005 et 2008.

» visionnaire de la Bolivie. « Nous avons fait inscrire le droit à l'eau dans notre Constitution, et avons aussi porté cette cause auprès des Nations unies ! Nous l'avons fait au nom des paysans du monde entier, qui ont besoin de pouvoir travailler dans la dignité. Chacun sur terre doit avoir droit à de l'eau propre, à de l'eau pure. Nous pensons qu'une grande partie des réponses se trouvent dans les cultures ancestrales ; celle des Andes, mais aussi de Grèce, d'Inde, d'Irak, du Mexique, d'Égypte. Il y a tant de choses à apprendre du passé... Avec les valeurs que nous portons, nous pouvons inspirer le reste du monde. »

L'anthropologue Jordie Ansari se passionne pour cette « sobriété heureuse » – sa façon à elle de nommer un vivre bien par nature élastique. Pour tenter d'en saisir des applications concrètes, la chercheuse française a réalisé un documentaire conçu avec un cinéaste de Copacabana et des adolescents du ciné-club qu'il anime, sur les bords du lac Titicaca. « Dès mon arrivée, je leur ai demandé ce que signifiait pour eux le vivre bien et sur quel aspect de leur vie quotidienne il pouvait influencer. Ils ont tous cité la question de l'eau, mais ont pointé cette contradiction : à l'école, on leur vante les valeurs du vivre bien, mais leur lac est très pollué par endroits, et l'eau potable manque souvent. » Alors la petite équipe s'est embarquée dans une enquête de terrain : interviews de pêcheurs, de femmes vivant sur l'Isla de la Luna à l'écart de toute modernité, recherche des causes de pollution, interrogation sur l'absence de retraitement des eaux usées. « Cette enquête dont ils ont été les acteurs leur a ouvert les yeux », se réjouit l'anthropologue... A Copacabana, à quatre heures de La Paz, les jeunes du ciné-club nous attendent au bord du lac. « C'était génial de faire ce film, raconte Fidel, 14 ans. On a organisé une projection sur la grande place et les gens ont compris qu'on devait tous faire attention à nos rejets, le plastique et tout le reste... Nous sommes trop habitués à vivre avec la pollution. Pour lutter contre ce fatalisme, il faut éduquer les gens. » Pas simple quand les croyances et rites religieux font aussi partie du

## LA COCA, VICES ET VERTUS

Si l'*Erythroxylum coca* était une héroïne de roman, elle mènerait une fascinante double vie. Coca du jour (respectable) et coca du soir (sulfureuse). Officiellement, la petite feuille cultivée dans la région des Yungas se consomme par la mastication – une tradition millénaire – ou en infusion. Ses vertus sont connues : la plante sacrée offre une meilleure résistance à la fatigue, à l'altitude, et elle diminue la faim. On peut acheter des feuilles en sachet partout dans le pays, librement. La cocaïne ? Personne ne prononce jamais le mot en Bolivie. On sait pourtant qu'une variante de la coca, dotée de feuilles plus grosses, impropres à la mastication, est cultivée de manière quasi industrielle dans la vallée du Chapare, d'où est originaire Evo Morales. Depuis son élection, celui qui reste à ce jour président du syndicat des cocales (les petits producteurs) – étonnante double fonction pour un chef d'Etat ! – a augmenté les quotas de production de cette variété dont personne ne doute qu'elle file ensuite vers des laboratoires de transformation, le plus souvent en Amazonie...

paysage : dans le film, un pêcheur d'ispis (les minuscules poissons du lac) explique ne s'en remettre qu'aux esprits, persuadé de faire ce qu'il faut – des offrandes aux eaux azur du Titicaca – pour que la pêche reste abondante. « Pour que la Pachamama soit bonne avec nous, il faut que nous soyons bons avec elle, acquiesce Carlos, 18 ans, mais les offrandes ne suffisent pas, il va falloir limiter l'impact de l'homme, qui pollue trop. » Lui qui voudrait devenir agronome concède que, dans la cour de l'école, ses amis et lui parlent peu de politique, « mais même ceux qu'Evo irrite parce qu'il ne veut plus rendre leur fierté aux indigènes, il nous a donné un sentiment de responsabilité. Nous ne sommes plus tenus à l'écart, nous sommes au centre du jeu. Nous sommes la génération qui va faire bouger les choses, en particulier sur ces questions d'écologie ». Mais, tient à nuancer Fidel, « cela devra se faire à notre façon, à notre rythme. Les Boliviens n'ont de leçon à recevoir de personne. »

Sur [Télérama.fr](http://Télérama.fr)  
Cinq témoignages complémentaires sur la Bolivie en 2018.



Dans tout le pays, adversaires et partisans d'Evo Morales s'expriment à chaque coin de rue.

» De retour vers La Paz, nous traversons El Alto, cité-satellite tentaculaire où vivent, à 4 100 mètres d'altitude, 1,2 million d'habitants, souvent très pauvres, alors qu'il n'y avait rien, sinon l'aéroport, il y a vingt ans. Evidemment, les préceptes du *vivir bien* semblent impossibles à tenir dans cette jungle urbaine sale et polluée, mais pour David et Sophie, couple franco-canadien qui tient la Maison de l'amitié construite par ATD Quart Monde, « *il ne faut pas regarder ça avec nos yeux d'Occidentaux. Il n'y a pas de traitement des déchets, mais les Boliviens en produisent peu et recyclent tout. La vie est dure, des familles n'ont rien, sinon un bout de terrain qu'elles occupent sans titre officiel, mais les gens ne se plaignent pas* ». Plutôt impressionné par les changements impulsés par Evo, le couple se réjouit de voir de plus en plus de *cholitas* – ces femmes en habit traditionnel, jupes et jupons multicolores, guêtres et chapeau melon – venir à leur rencontre « *pour parler de leurs difficultés, des maris qui sont violents, de la vétusté de l'école où vont leurs enfants. Il y a dix ans, elles restaient tapies dans l'ombre, on les méprisait dans le bus, on leur refusait l'accès aux soins. Beaucoup racontent la honte qu'elles ont longtemps ressentie* ». Les milliers de familles qui arrivent chaque semaine à El Alto ont toutes quitté leur hameau, attirées par la promesse d'un avenir moins pénible, d'un emploi de maçon, de chauffeur de minibus. Un peu sonnées, elles débarquent dans un maelström insalubre où les chiens errants font la loi et se battent dans les caniveaux jonchés de sacs plastique et autres déchets putrides. Où peut donc se nicher le *vivir bien* dans cet univers ? « *Dans l'absence notable de tensions entre les gens*, répond David. *L'accession d'un Aymara au sommet de l'Etat a fait du bien à beaucoup, et cette philosophie dont on ne voit certes pas les effets au quotidien joue un rôle. Les Boliviens sont endurants et souriants. Ils ont une capacité étonnante à savoir vivre ensemble, à faire corps socialement.* »

Les opposants à Morales sont plus sceptiques. Pour l'éditeur José Antonio Quiroga, le *vivir bien* ne serait qu'un discours écran de fumée ; au mieux, un cadeau conceptuel de l'Amérique andine offert au reste du monde. « *Avez-vous vu le moindre résultat ? Les préceptes abstraits portés par Choquehuanca, qui a été mis sur la touche depuis un an, n'ont pas pesé lourd face aux velléités de croissance économique à tout-va incarnées par le vice-président Alvaro García Linera, l'idéologue et le véritable homme fort dans l'ombre d'Evo. Et les scandales se multiplient : la corruption atteint des niveaux jamais vus, le pouvoir est détenu par un clan, et même les millions de dollars du fonds d'aide aux populations autochtones, le Fonds indigène, ont été détournés !* » Autre contradiction criante entre le discours et les actes : le conflit du Tipnis, territoire



indigène théoriquement protégé mais menacé par la construction d'un axe routier voulu par Evo et ses ministres. « *Qu'en pense la Pachamama, selon vous ?* » grince l'éditeur, possible candidat d'opposition à la prochaine présidentielle, « *si le mouvement citoyen qui gonfle en Bolivie hors des partis politiques accouche d'un programme solide...* » L'opposition désunie reproche aussi à Morales des dépenses excessives – jet et hélicoptères présidentiels, coûteux musée à sa gloire au milieu de nulle part, construction de centaines de terrains de football synthétiques partout en Bolivie. « *Il gouverne le pays comme le maire d'un village, clientélisme à tous les étages* », s'agace Quiroga. Selon lui, la campagne de 2019 portera sur la lutte contre la corruption, mais aussi sur la santé publique et l'éducation, deux secteurs à l'abandon. « *Evo a fait des choses bien, mais il doit passer la main. Nous sommes fatigués de ce populisme qui consiste à monter les gens les uns contre les autres, la patrie contre l'impérialisme, les indigènes contre les Blancs – un non-sens en Bolivie, où les gens se disent d'abord métis et heureux de l'être. Il va falloir réunifier le pays.* »

Un lieu dit mieux que tous les autres l'état psychologique dans lequel se trouve la Bolivie en 2018. Tiquina, sur les rives du Titicaca, où se trouve l'unique base de la Marine nationale bolivienne. Les rares soldats qui y apprennent les rudiments de la navigation en mer n'ont pas la chance d'affronter les vagues du Pacifique, à 400 kilomètres à vol d'oiseau ? Qu'à cela ne tienne : les clapotis du lac feront illusion... le temps que la Bolivie récupère son accès à la mer. C'est LE dernier grand combat d'Evo avant sa défaite annoncée ; c'est peut-être aussi son salut. « *Si jamais la Cour internationale de justice de La Haye donne raison à la Bolivie*, explique Quiroga, *alors nous retrouverons un bout de ce littoral perdu en 1904 après la guerre avec le Chili. Ce traumatisme dépassé, l'honneur national flatté, allez savoir si les gens n'auront pas envie de remercier Evo en l'élisant encore une fois...* » ●

Merci à Alice Campaignolle.

A Copacabana, sur les rives du Titicaca, des jeunes ont participé à la réalisation d'un documentaire sur la pollution du lac.

#### À LIRE

**Les Boliviens rebelles**, de Frédéric Faux, éd. Henry Dougier, 144 p., 12 €.